

échos communistes

Sommaire

Page 2 : Lucien Villa nous a quittés
Retraites agricoles bloquées
Mobilisations dans l'Aude
Censure contre le PCF

Page 3 : Solidarité Palestine
Non au « plan régional de santé »
Coup de gueule
Retraite et sécu menacées

Page 4 : Francis Wurtz à Conques
« Eau Reça » c'est quoi ?

Edito

N°11 – juin-juillet-août 2018



UN AN APRES: LE BILAN !

Henri Salamone

En un peu plus d'un an à la Présidence de la République le jeune et dynamique Emmanuel Macron a entre autre:

- Mis en place une hausse de la CSG à hauteur de 1,7% pour les retraités dont les pensions dépassent les 1200€ par foyer fiscal.
 - Effectué une Baisse des APL de 5€ pour les étudiants et de 50€ à 60€ pour les locataires de logements sociaux.
 - Refusé l'augmentation des retraites agricoles à 85% du SMIC net au lieu de 75% alors qu'un grand nombre d'agriculteurs retraités vivent avec moins de 600€ par mois.
 - Commencé à tuer le Service Public en laissant l'Éducation Nationale, les EPHAD, les Hôpitaux publics sans un sous et en s'attaquant au service public ferroviaire.
- Et à côté de toutes ces décisions notre bon Président Jupiter a enchaîné les mesures pour « relancer » l'économie française en :**
- Supprimant l'ISF faisant ainsi perdre environ 4 milliards d'euros à l'État Français.
 - Supprimant la "Exit Tax" de l'ancien Président Bolchévique Nicolas Sarkozy, afin de faciliter l'évasion fiscale.

- Mettant en place une "Loi Travail XXL" qui a détruit notre Code du Travail et permet notamment aux patrons de licencier plus facilement et de ne plus avoir peur des Prud'hommes puisque désormais les indemnités prud'homales sont plafonnées.

Du coup je ne comprends pas du tout pourquoi ce brave jeune homme est taxé de "Président des Riches" ? Il n'a rien fait pour s'attirer une telle haine non ?

Les communistes de l'Aude solidaires des cheminot(e)s en lutte.

Samedi 14 avril dans le parc Louis Aragon de Coursan, les communistes organisaient une soirée festive et combative de solidarité. Malgré une météo détestable, plus de 250 personnes ont répondu présents et ont permis de totaliser 2400 € qui seront intégralement reversés à la caisse de solidarité des cheminots de l'Aude! Les deux intervenants, Xavier Verdejo pour le PCF et Bruno Brehon pour la CGT ont rappelé l'enjeu de la lutte engagée pour la défense du service public du rail, et au delà pour la défense de tous les services publics ! Un grand merci à toutes celles et ceux qui se sont mobilisés et ont permis cette belle réussite et aux groupes musicaux qui se sont produits bénévolement.



2 JOURS DE FETE

A NE PAS MANQUER

Débat
Restauration
Convivialité
Solidarité
Lutte
Musique



Disparition. Lucien Villa, à la lumière du Front populaire

La cérémonie pour accompagner notre ami et camarade décédé Lucien Vila a eu lieu le mercredi 16 mai à 11 heures au cimetière La Conte à Carcassonne. La fédération du Parti communiste a rendu un hommage solennel à ce militant exceptionnel, député de la 31^e circonscription de Paris de 1967 à 1978, Chevalier de la Légion d'Honneur, Médaillé de la Résistance, Croix de guerre 39/45 et résistant de la première à sa dernière heure, à l'âge de 95 ans. Lucien, toute sa vie a défendu au côté de son épouse Simone, les valeurs d'égalité de justice et de paix. Nous perdons un homme d'une immense modestie, qui a toujours su se servir de son parcours de vie, de luttes exemplaires pour construire un avenir fait de partage et de paix.

A sa famille, ses proches, ses amis, nous souhaitons par ces quelques mots apporter tout notre soutien pour traverser cette dure épreuve.



« MARÉE POPULAIRE » DU 26 MAI À CARCASSONNE

À l'appel de plus de 60 organisations associatives, syndicales et politiques, 190 manifestations ont eu lieu samedi 26 mai partout en France contre la politique d'Emmanuel Macron et pour « l'égalité, la justice sociale et la solidarité ». Elles ont réuni 280 000 personnes dont 80 000 à Paris.

Dans l'Aude, nous étions près de 500 à Carcassonne, plus de 600 à Narbonne. Les communistes veulent voir cette journée de mobilisation comme le début d'un processus. Celui d'un rassemblement de forces politiques, syndicales et associatives qui s'unissent dans leur diversité, s'écoulent, se respectent et agissent pour combattre la politique de Macron en essayant de construire une alternative à gauche. **L'espoir est là !** Sans hégémonie, sans volonté de récupération ! Nous le savons, le combat sera de longue haleine mais ce premier succès fait que nous sommes plus déterminés que jamais à continuer. Nous considérons que cette manifestation est de toute façon historique par sa composition, sa diversité et qu'elle doit être à la hauteur de la transformation profonde (voulue par Macron) de la société française selon les canons de l'ultralibéralisme.



RETRAITES AGRICOLES : NOUVEAU VOTE BLOQUÉ DU GOUVERNEMENT

André Torrecuadrada

Le 16 mai au Sénat se déroulait l'examen de la PPL sur la revalorisation des retraites agricoles défendue par le député PCF André Chassaing. Ces femmes et ces hommes qui ont passé leur vie à nourrir la population se retrouvent avec des pensions de retraite sous le seuil de pauvreté. Comme à son habitude depuis sa prise de fonction, le gouvernement a souhaité passer en force en utilisant le vote bloqué, une procédure anti-démocratique permise par l'article 44-3 de la constitution. Le sénat dans son ensemble souhaitait (sauf le groupe LREM) l'application de cette PPL au plus vite afin de mettre fin à des décennies d'injustices. L'attitude du gouvernement fait craindre le pire pour le parlement et l'expression du pluralisme. Une fois de plus le gouvernement a préféré piétiner le Sénat et humilier les retraités agricoles. Les élu(e)s du PCF restent déterminés à défendre les causes justes.

Une pièce de 1 centime d'euro... un billet de 10 euros !!!

Voilà le coût de cette mesure rapporté aux profits de la proposition de taxation des fonds spéculatifs, proposée par les parlementaires communistes pour financer l'augmentation des retraites agricoles.

Le gouvernement, face à un hémicycle quasi unanime pour adopter cette proposition de bon sens, a de nouveau eu recours au vote bloqué pour l'empêcher. **Gouvernement des riches, gouvernement des marchés financiers.**



Pas de TV pour le PCF. La censure.

Le 17 mai, l'Émission Politique de France 2 est mise en scène sur le thème de la première année de Macron. Le PCF, malgré nos demandes, en est exclu. Notre formation politique n'est d'ailleurs pas la seule victime de cet ostracisme. Le choix du casting obéit à chaque fois aux mêmes règles prétendument présidentialisées. Des règles au nom desquelles le déni démocratique se répète systématiquement pour toutes les grandes émissions politiques. **Cette censure permanente doit cesser !!**

Des communistes près de chez vous :

Coordinateur : Henri Salamone

Conques : Patrick Martinez

Villalier : Jean Vidal

Villegailhenc : André Torrecuadrada

Villemoustaussou : Jean-Claude Saint-Sauveur

Sallèles Cabardès : Françoise Libraire

Un problème, une question ? N'hésitez pas à les contacter !



SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN !

L'armée de l'État israélien a perpétré un véritable massacre de la population Palestinienne à la frontière de Gaza. Plus de cent morts, des milliers de blessés..... C'est un crime contre l'humanité, c'est insoutenable. 70 ans après la Nakba, processus délibéré et planifié d'expulsion des Palestiniens de leurs villes et villages, de leurs terres en somme, qui s'est poursuivi tout au long de l'année 1948, rien n'est réglé pour le peuple palestinien. L'État d'Israël continue à nier ses droits et poursuit méthodiquement sa politique de dépossession, de colonisation et d'occupation, ainsi que le maintien de la bande de Gaza sous un blocus illégal et inhumain, en violation de toutes les résolutions adoptées par les Nations Unies. La provocation de l'administration Trump qui a transféré l'ambassade américaine vers Jérusalem n'a fait que jeter de l'huile sur le feu.

Il faut exiger à nouveau la levée immédiate du blocus de Gaza et demander au gouvernement français d'adopter une position ferme contre ces crimes et d'agir énergiquement dans ce sens. Il faut soutenir la résistance palestinienne et s'associer à l'exigence d'une protection internationale du peuple palestinien et de sanctions contre l'État d'Israël. **Les communistes seront de toutes les initiatives allant dans ce sens.**

RETRAITE ET SECURITE SOCIALE DANS LE COLLIMATEUR DE MACRON ET DE SON GOUVERNEMENT !

Mme BUZYN a choisi comme Directeur de cabinet le Directeur général adjoint de HUMANIS, 3ème groupe de prévoyance français. HUMANIS n'est pas une société d'assurance privée, c'est une institution de prévoyance spécialisée dans la retraite supplémentaire gérée paritairement avec les partenaires sociaux et réassurée auprès des sociétés d'assurances privées.

Ce choix de madame BUZIN n'est pas dû au hasard car **la réforme de la retraite et de la Sécurité Sociale sont en ligne de mire.** Et ce spécialiste des relations avec les syndicats dans le cadre des contrats prévoyance décrochés par HUMANIS lors des négociations sur les conventions collectives sera bien utile à Madame BUZIN pour faire passer la pilule de la réforme des retraites et de la sécu auprès des syndicats réformistes. Diviser pour mieux régner, tel va être le combat de madame BUZIN. Ne nous y trompons pas, nous n'avons pas intérêt à attendre la publication de l'ordonnance. C'est dès maintenant qu'il faut nous mobiliser.

Alain VISA



Le Coup de Gueule

Un mariage de retard !

Editions spéciales en direct, nombreux reportages tout en guimauve et dépeignant le monde merveilleux de la famille royale, débats à n'en plus finir sur la couleur du chapeau de la reine ou encore scoops à propos du menu du déjeuner : sommes-nous au 21^{ème} siècle ou alors revenus au temps de la révérence envers les fastes monarchiques et les privilèges de la noblesse ? C'est la question qu'on est en droit de se poser lorsqu'on a tenté d'échapper à la couverture médiatique du mariage de Meghan Markle et du prince Harry. Une chose n'a pas changé : c'est l'argent que ça coûte aux sujets de sa Majesté. Le simple gâteau coûtera 57000 euros !!

LE PCF DE L'AUDE DENONCE LE PRS

(Plan Régional de Santé)



Mylène Vesentini, Alain Visa, Jean Pierre Maisterra, Rémi Penavaire et Jacqueline Rougier

Après avoir pris connaissance du contenu du « **plan régional de santé** », les élu(e)s et responsables communistes ont fait part de leurs réflexions lors d'une conférence de presse qui s'est tenue à Narbonne.

JP. Maisterra a ainsi pu dénoncer le manque de démocratie qui a prévalu dans l'élaboration de ce plan « PRS2 » qui doit définir la politique de santé sur notre territoire pour les 5 prochaines années alors que les élu(e)s locaux, les syndicats, les personnels de santé ont été écartés de la prise de décision. Pour **Rémi Pénavaire**, ce plan est la continuation des plans précédents avec au menu : austérité budgétaire et privatisation. Il privilégie la même logique d'affaiblissement du service public et de développement du privé. Dans ce cadre, il est bien dans la droite ligne des mesures prises par Macron qui ont réduit de 2 milliards d'euros le budget alloué aux hôpitaux. Il a en outre dénoncé le traitement de la question des Ehpad pour lesquels jamais le PRS n'évoque le besoin en personnel de ces établissements alors que chacun sait aujourd'hui la catastrophe humanitaire que représentent aujourd'hui les Ehpad.

Concernant plus particulièrement l'hôpital de Narbonne, **Alain Visa** a souligné que celui-ci souffre d'un déficit de 5 millions d'euros sur un budget de 110 millions et que le plan de redressement envisagé par le Directeur implique des suppressions de postes alors que l'hôpital est en sous effectifs permanents.

Autant de raisons qui amènent le PCF à souhaiter que ce PRS soit rejeté, qu'un nouveau soit proposé et soumis à l'ensemble des assurés sociaux par référendum, d'autant que le conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) a émis un avis défavorable sur le projet régional de santé par 20 voix contre 18 favorables avec réserves.

Présent(e)s à la tribune :

Mylène Vesentini conseillère régionale

Alain Visa ancien directeur de mutuelle

Jean Pierre Maisterra et Jacqueline Rougier responsables PCF Narbonne

Docteur Rémi Pénavaire conseiller municipal Lézignan



Georges-Marie Mollard

« EAU RECA ».....

C'EST QUOI ?

C'est le nom que Carcassonne agglomération a donné à la régie publique qui gère l'eau sur une partie de son territoire. « EAU RECA » prend la forme juridique d'un SPIC (service public industriel et commercial). Le 4 Avril 2018, un conseil d'exploitation de ce service a été mis en place. Composé d'élus et de 2 représentants des usagers, il est présidé par Régis BANQUET, également président de l'agglomération.

Au cours des débats liminaires, Régis BANQUET a réaffirmé l'importance de la solidarité entre les territoires composant l'agglomération. Il a précisé l'entité indivisible que représente le budget de la gestion de l'eau, malgré le partage fait entre régie publique et délégation de service publique(DSP).

Georges-Marie MOLLARD, au nom de la défense des usagers, a saisi l'opportunité de la déclaration de Régis BANQUET pour regretter le choix dual de l'agglomération et a invité le conseil à prendre conscience de la différence de finalité entre le mode de gestion public et privé. Pas d'actionnaires et de PDG, au salaire indécent, à rémunérer dans la régie publique dont l'action est d'assurer un service de qualité et seulement ce service. Ainsi, seulement 5% de perte de comptage avec une régie publique installée, contre près de 20% avec le privé. Evidemment, les majors de l'eau n'ont aucun intérêt à limiter ces pertes puisque de toute façon ils seront rémunérés ; autant alors faire des économies dans l'entretien. Ca sera toujours ça de pris pour les actionnaires.

Bien d'autres exemples pourraient illustrer notre incompréhension sur le choix de Carcassonne agglomération.

Le directeur technique de la régie publique, Jérôme FOULQUIER, informe le conseil de sa volonté d'informatiser au maximum les tâches de surveillance et de contrôle, en particulier par la mise en place de capteurs communiquant sur les installations et de compteurs « intelligents » sur le réseau.

Au nom de la défense des usagers, Claude-Marie BENSON fait remarquer que l'installation de ces compteurs va avoir un coût financier non négligeable et qu'ils diffuseront des ondes supplémentaires dans les communes déjà passablement impactées.

Sur la structure des factures, Roland COMBETTES, vice président de l'agglomération chargé de la gestion de l'eau, informe de la nécessité de maintenir une part fixe suffisante, qui devra être uniformisée sur l'ensemble de l'agglomération. Approuvant l'idée du même prix pour un même service sur l'ensemble de notre collectivité, Georges-Marie MOLLARD précise que le niveau choisi pour la part fixe devrait faire l'objet d'un véritable débat politique.

Régis BANQUET clôture le sujet en indiquant que la devise de l'agglomération est « le même service au même prix », mais qu'il est tout de même nécessaire de rester vigilant sur une part fixe qui ne doit pas être trop faible, afin d'assurer une trésorerie et une marge de manœuvre nécessaire au fonctionnement des services.

Nous serons quant à nous toujours attentifs et soucieux de porter la parole de ceux que nous représentons.

DEPUIS CENT DIX ans, un journal indispensable à la gauche :
LISEZ l'Humanité

L'HUMANITÉ,
LE PLUS BEAU
NOM QUE
L'ON POUVAIT
DONNER À UN
QUOTIDIEN



L'EUROPE EN DÉBAT À CONQUES AVEC FRANCIS WURTZ



Jean-Claude Saint-Sauveur

En 2019 auront lieu les élections européennes, des élections qui traditionnellement sont marquées par une abstention record, comme si celles-ci n'intéressaient pas les français. Dans son introduction au contenu riche, argumenté et documenté, Francis Wurtz a insisté sur l'importance du parlement européen, de ses prérogatives et donc de la nécessité de voter pour des candidats porteurs de propositions progressistes. Il a rappelé la « tare » originelle de l'Europe dès 1957 et aggravée dans les années 1990 : **la priorité absolue au marché imposée aux peuples, la liberté totale pour les capitaux et la finance**, avec les conséquences sociales, économiques et environnementales dramatiques générées par ces choix libéraux. **Cette Europe là, les peuples n'en veulent plus et ils ont raison !**

Face à ce constat, deux options sont possibles : quitter l'union européenne ou tenter de la transformer dans un sens allant dans l'intérêt des peuples. Ces deux options sont bien sûr venues durant la discussion et ont été débattues dans la sérénité et le respect mutuel. Francis Wurtz a montré le danger que représenterait la sortie de l'UE avec l'exemple de la Grande-Bretagne qui, bien qu'étant moins intégrée puisqu'elle n'est ni dans la zone euro ni dans l'espace Schengen, subit une déstabilisation importante depuis le brexit et demande à reporter son départ tant il est difficile de sortir de l'interdépendance créée depuis des dizaines d'années. Et puis bien sûr sortir de l'union européenne ne nous ferait pas sortir du capitalisme mondialisé qui en définitive est le vrai maître d'œuvre des politiques menées dans chaque pays .

Mais alors, la transformation progressiste de cette « Europe du capital » est-elle faisable ? OUI !! Pour cela il faut conquérir des leviers au niveau européen pour financer une politique alternative avec notamment un autre usage de l'argent créé par la Banque Centrale Européenne en direction des services publics et des investissements sociaux et écologiques. Pour y parvenir, Francis Wurtz ne s'en est pas caché, il faudra des mobilisations citoyennes d'un haut niveau avec un objectif principal : protéger les citoyens contre les méfaits de la mondialisation capitaliste. Ce sera une bataille de longue haleine que notre camarade a qualifié de « **combat de classe du 21^{ème} siècle** ».

C'est donc à travers d'intenses luttes pour la reconquête de pouvoirs sur les orientations de l'union européenne, et pour le respect des souverainetés populaires et nationales que se situe la voie d'une refondation démocratique de l'Europe. Les discussions lors de cette première assemblée si elles n'ont pas répondu à toutes les questions ont favorisé un débat politique de qualité qu'il va falloir poursuivre.